

LE DEVELOPPEMENT N'EST PAS DURABLE S'IL NE LAISSE PAS LA POSSIBILITE DE MIGRER EN SECURITE

Les migrations intérieures et internationales font partie des libertés humaines fondamentales et elles jouent un rôle essentiel dans les processus de développement. Le [Rapport du PNUD sur le développement humain 2009](#) a fait apparaître que, si quelque 200 millions de personnes sont des migrants internationaux, environ 740 millions de personnes sont des migrants intérieurs, se déplaçant à l'intérieur de frontières nationales - généralement des zones rurales vers les zones urbaines. Parmi les personnes qui ont traversé des frontières nationales, un peu plus d'un tiers - soit moins de 70 millions - venaient d'un pays en développement pour se rendre dans un pays développé. La plupart des migrants internationaux allaient d'un pays en développement vers un pays développé ou d'un pays développé vers un autre. De ce fait, des problèmes de développement très importants comme les envois de fonds des travailleurs migrants, les contributions des diasporas, l'urbanisation, le développement rural, la gestion des frontières, la protection des travailleurs, le trafic des êtres humains et le genre sont étroitement liés au phénomène migratoire. Etant donné ces rapports très larges entre migration et développement, les politiques et programmes relatifs aux migrations sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur le développement durable.

Les migrations sont à la fois un révélateur et une conséquence des inégalités, aux niveaux mondial, national et local. La mobilité n'est pas donnée à tous: ceux qui ont potentiellement le plus à gagner de cette mobilité - les travailleurs pauvres et peu qualifiés- se heurtent souvent aux plus grandes difficultés car ils ne disposent pas des ressources appropriées pour les surmonter et que les entraves à caractère politique et institutionnel contraignent considérablement leurs déplacements. C'est particulièrement le cas dans les zones affectées par la dégradation de l'environnement et le changement climatique, où les personnes les plus vulnérables risquent de se retrouver piégées. Les migrations peuvent constituer un élément important des stratégies d'adaptation en favorisant la diversification des revenus là où les moyens de subsistance sont affectés par les pressions environnementales.

Il est clair que les migrants et leurs familles retirent souvent des avantages significatifs de leurs déplacements tout en étant les soutiens de leurs foyers et de leurs communautés mais quant à savoir si les qualifications, le savoir et les ressources financières acquis au cours de leurs migrations peuvent contribuer au développement durable, tout dépend des conditions économiques et institutionnelles

Migration, développement et Nations Unies

Créé par le Secrétaire Général de l'ONU au début de 2006, le [Groupe mondial pour les migrations](#) rassemble les chefs de secrétariat de 16 organismes de l'ONU et autres organismes internationaux (notamment le PNUD) en vue de promouvoir une application plus large des instruments et normes internationaux et régionaux pertinents relatifs aux migrations. Son action vise principalement à aider ses membres à saisir les occasions qui se présentent et à relever les défis des migrations internationales.

Outre qu'il encourage la coopération transnationale dans la solution des problèmes migratoires, le Groupe mondial pour les migrations est également un dépositaire important de données et d'analyses sur les migrations et le développement.

présentes et des politiques migratoires en vigueur dans les pays d'origine et d'accueil.

Migration et développement durable : la dimension politique

Pour que les tendances migratoires constituent un atout pour le développement, les décideurs doivent essayer de faire en sorte que les migrations - quelles que soient leurs motivations - soient le résultat d'un choix plutôt que le diktat de la nécessité et qu'elles aient lieu en toute sécurité. Les conséquences des migrations pour le développement sont liées à des facteurs tels que:

- les caractéristiques du migrant (par exemple, âge, genre, éducation, statut socio-économique, métier et identité ethnique);
- les conditions dans lesquelles les migrants se déplacent (par exemple, les déplacements sont-ils forcés ou volontaires ? Les migrants utilisent-ils des filières légales ou clandestines ?);
- la situation des migrants sur leur lieu de destination ("statut juridique", conditions de vie et de travail);
- le maintien ou non de contacts entre les migrants et leur pays d'origine; et
- la mesure dans laquelle les conditions de vie des migrants sur place permettent de tirer partie de la contribution potentielle des migrants au développement.

Les politiques locales et nationales ainsi que la coopération internationale jouent un rôle capital dans ces facteurs et contribuent donc à renforcer les avantages et à réduire les inconvénients des migrations au bénéfice du développement humain. Pourtant, les structures mondiales de gouvernance et les capacités nationales à concevoir et à mettre en œuvre des politiques migratoires demeurent

insuffisantes. Si, depuis quelques années, il existe une plus grande prise de conscience des liens qui relient les migrations et le développement, peu de pays disposent des preuves irréfutables et d'une bonne analyse des effets de ces liens dans leur contexte national particulier.

Les bases factuelles crédibles pour l'élaboration des politiques sur la migration et le développement – en particulier sur le plan des indicateurs permettant de suivre les tendances et de mesurer les progrès – manquent souvent. L'engagement à base élargie des multiples parties prenantes est nécessaire pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer l'impact de la migration sur les politiques de développement. Il convient de disposer de données en plus grande quantité et de meilleure qualité pour pouvoir procéder à des analyses globales des moyens par lesquels la migration interne et internationale affecte les différents secteurs et dimensions du bien-être. Associées à des cadres normatifs efficaces, des objectifs politiques clairs, des capacités institutionnelles convenablement renforcées et des cadres de coordination politique au niveau national, ces données et capacités analytiques peuvent également faciliter la coopération internationale, puisque, en fin de compte, aucun pays ne peut s'attaquer aux défis transnationaux de la migration tout seul.

Transformer les expériences pilotes en partenariats durables migration-développement

Le PNUD en collaboration avec l'[Organisation internationale pour les migrations](#) et d'autres organismes membres du [Groupe mondial pour les migrations](#), soutient l'intégration des migrations aux stratégies nationales de développement; dans les pays pilotes. L'objectif est d'aider les gouvernements à élaborer des cadres directifs nationaux participatifs plus efficaces et réalistes pour les migrations et le développement, en se fondant sur les directives figurant dans le [Handbook on Mainstreaming Migration into Development Planning](#) (Manuel relatif à l'intégration des migrations dans la planification du développement) du Groupe mondial. Celui-ci soutient également des équipes de pays des Nations Unies s'occupant des questions relatives aux migrations et au développement.

Nonobstant son caractère pluridimensionnel, cette activité vise de manière générale à éliminer les obstacles qui entravent la liberté de mouvement, en créant les conditions juridiques, réglementaires et institutionnelles préalables permettant aux migrants, à leurs familles, leurs communautés et leurs pays d'origine et d'accueil d'enranger les bénéfices des migrations tout en en diminuant les effets nuisibles potentiels.

Rio + 20 et migration

Au Sommet Rio + 20, la communauté internationale aura l'occasion de:

- reconnaître l'importance des migrations, en ce qu'elles font partie intégrante du développement - s'agissant en particulier des envois de fonds des travailleurs migrants, des contributions des diasporas, de l'urbanisation, du développement rural, de la gestion des frontières, de la protection des travailleurs, du trafic des êtres humains, et du genre, et en tant que moyen par lequel les populations vulnérables dans les zones sujettes aux catastrophes naturelles et les zones affectées par la dégradation environnementale peuvent se sortir de la pauvreté;
- rapprocher la problématique du phénomène migratoire du cœur des stratégies et des objectifs du développement durable, notamment dans leur rapport avec les villes, les emplois "verts" et l'inclusion sociale, l'adaptation au changement climatique, l'éducation et l'égalité des genres.

Il conviendra également de prendre un certain nombre de mesures importantes, notamment:

Gestion des frontières intégrée pour le développement durable

Certains observateurs considèrent que la libre circulation des travailleurs migrants (ainsi que des biens et des services) à travers les frontières nationales va à l'encontre des préoccupations de sécurité nationale en matière de terrorisme, de trafic d'armes, de stupéfiants et de personnes. Originellement adopté par l'Union Européenne, le [mode de gestion intégrée des frontières](#) est appliqué de plus en plus hors de l'Europe pour concilier les impératifs parfois contradictoires de développement et de sécurité dans la gestion des frontières.

La gestion intégrée des frontières favorise:

- la coopération entre les organismes d'Etat concernés (gardes-frontières, autorités douanières, forces armées, autorités locales dans les zones frontalières, etc.), à l'intérieur des pays et à travers les frontières; et
- la protection des droits humains des migrants et autres individus franchissant les frontières entre Etats.

La gestion intégrée des frontières consiste en fait à appliquer des approches intégrées, fondées sur le respect des droits humains dans la gestion des frontières et des migrations internationales. Elle peut constituer un exemple de la manière dont des approches intégrées de développement peuvent être appliquées à d'autres secteurs et dont on peut concilier les préoccupations de sécurité et de développement.

Le PNUD a établi des partenariats solides avec l'Union Européenne ainsi qu'avec les pays faisant partie du programme, pour la [gestion intégrée de l'ex-Union soviétique](#). Avec des partenaires comme l'[Organisation internationale pour les migrations](#) et le [Centre international pour l'élaboration des politiques migratoires](#), plus de 200 millions de dollars des Etats-Unis ont été affectés à ces programmes au cours des dix dernières années, pour moderniser les infrastructures frontalières, former les fonctionnaires chargés de la surveillance des frontières et contribuer à établir des frontières post-soviétiques à "visage humain".

- prendre en compte sérieusement les préoccupations des travailleurs migrants dans la planification, la budgétisation et les processus d'élaboration des politiques de développement;
- promouvoir les droits des migrants et l'accès de ces derniers aux possibilités qui s'offrent, quel que soit leur statut juridique;
- renforcer la collecte et l'analyse des données relatives aux migrations, ventilées par genre et âge;
- renforcer les capacités nationales et locales pour la gestion des migrations et du développement, notamment par des institutions transparentes et bien administrées, et des mécanismes efficaces visant à inclure les acteurs non-gouvernementaux dans les processus de consultation et de prise de décisions ainsi que les capacités de prestation de services aux migrants et à leurs familles;
- convoquer et faciliter des dialogues aux niveaux national, régional et mondial pour une meilleure prise de conscience du rôle des migrations dans les processus de développement durable.

Contact Information: Paul Ladd, Policy Advisor, Poverty Reduction Group, paul.ladd@undp.org